

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1956.

Fait à Paris, le 22 janvier 1958.

Pour le secrétaire d'Etat  
aux postes, télégraphes et téléphones et par délégation:  
Le directeur du cabinet,  
HENRI DOQUIERT.

Le secrétaire d'Etat au budget,  
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:  
Le directeur du budget,  
GILBERT DEVAUX.

Le secrétaire d'Etat  
à la fonction publique et à la réforme administrative,  
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:  
Le directeur du cabinet,  
MAURICE VION.

## MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Décret du 18 janvier 1958 portant déclassement et reclassement dans la voirie départementale du Morbihan et dans la voirie urbaine de la commune de Theix des sections délaissées de la route nationale n° 165 entre les P. K. 35,500 et 36,500.**

Par décret en date du 18 janvier 1958:

Est déclassée et reclassée dans la voirie départementale du Morbihan, pour être incorporée au chemin départemental n° 7, la section délaissée de la route nationale n° 165 comprise entre les P. K. 35,600 et 36,205 et figurée en jaune sur le plan annexé au présent décret.

Est déclassée et reclassée dans la voirie urbaine de Theix la section délaissée de la route nationale n° 165 comprise entre les P. K. 36,205 et 36,500 et figurée en bleu sur le plan susvisé.

**Affectation du produit des péages perçus au port de Locudy au profit de la chambre de commerce de Quimper.**

Par arrêté du 10 janvier 1958, le produit des péages perçus au port de Locudy, au profit de la chambre de commerce de Quimper, en vertu de l'arrêté interministériel du 4 mars 1953 (taxe sur la valeur du poisson débarqué et péages sur les marchandises), a été affecté aux dépenses incombant à la compagnie consulaire au titre des travaux d'amélioration générale du port de Locudy, approuvés par décision ministérielle du 21 juin 1957.

**Déclaration d'utilité publique des travaux d'élargissement de la route nationale n° 202 entre la Mescla et Puget-Théniers, sur le territoire des communes de Puget-Théniers, Rigaud, Touët-sur-Var, Villars-sur-Var et Malaussène (Alpes-Maritimes).**

Par arrêté du 13 janvier 1958, sont déclarés d'utilité publique les travaux d'élargissement de la route nationale n° 202 dans la section comprise entre la Mescla et Puget-Théniers, sur le territoire des communes de Puget-Théniers, Rigaud, Touët-sur-Var, Villars-sur-Var et Malaussène, conformément aux dispositions du plan qui restera annexé au présent arrêté.

L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit devra être réalisée dans un délai de cinq ans à partir de la publication du présent arrêté.

**Etablissement de deux câbles téléphoniques souterrains dans les emprises de l'autoroute du Sud de Lille.**

Par arrêté du 13 janvier 1958, est autorisée, par dérogation aux dispositions de l'article 12 du décret n° 56-1125 du 27 décembre 1956, la pose par le service des télécommunications de deux câbles téléphoniques Lille—Arras dans les emprises de l'autoroute du Sud de Lille, sous réserve que les conditions d'implantation de ces câbles soient établies en accord avec le service local des ponts et chaussées.

**Intégration de fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres des secrétaires administratifs des services extérieurs du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale.**

Par arrêté du 16 janvier 1958:

Les contrôleurs spéciaux du cadre latéral du ministère de l'urbanisme et de l'habitat de Tunisie ci-après désignés sont intégrés, à la date du 19 août 1955, en qualité de secrétaires administratifs des services extérieurs du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, aux grades et échelons suivants:

*En qualité de secrétaires administratifs.*

2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon.

Mlle Leonardi (ancienneté du 1<sup>er</sup> juillet 1954).

Mlle Chapelie (ancienneté du 1<sup>er</sup> juillet 1955).

2<sup>e</sup> classe, 5<sup>e</sup> échelon.

Mme Nicolas (ancienneté du 1<sup>er</sup> juillet 1954).

M. Sebag (ancienneté du 1<sup>er</sup> juillet 1955).

1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon.

M. Villaret (ancienneté du 1<sup>er</sup> janvier 1954).

Mme Mayolini (ancienneté du 1<sup>er</sup> juillet 1955).

Sont promus, aux dates ci-dessous indiquées, à la classe ou à l'échelon supérieur de leur grade:

2<sup>e</sup> classe, 5<sup>e</sup> échelon.

Mlle Leonardi, au 1<sup>er</sup> juillet 1956.

Mlle Chapelie, au 1<sup>er</sup> juillet 1957.

2<sup>e</sup> classe, 6<sup>e</sup> échelon.

Mme Nicolas, au 1<sup>er</sup> juillet 1956.

M. Sebag, au 1<sup>er</sup> juillet 1957.

1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon.

M. Villaret, au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

Mme Mayolini, au 1<sup>er</sup> juillet 1957.

## MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Décret n° 58-53 du 17 janvier 1958 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des conseillers sportifs nationaux.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2;

Vu la loi de finances du 31 décembre 1948;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé un corps de conseillers sportifs nationaux chargés d'enseigner les techniques sportives, de conduire l'entraînement des athlètes et de diriger les stages sportifs nationaux.

Art. 2. — Peuvent seuls être nommés conseillers sportifs nationaux titulaires de la direction générale de la jeunesse et des sports les conseillers sportifs nationaux stagiaires. Ceux-ci sont désignés par voie de concours de recrutement; les conditions de candidature et l'organisation des concours seront fixées par arrêté concerté du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique.

Art. 3. — Le corps des conseillers sportifs nationaux comporte une seule classe répartie en sept échelons et un échelon de stage. La durée du stage est limitée à un an, renouvelable une fois. La durée moyenne du temps normalement passé dans chaque échelon pour accéder à l'échelon supérieur est fixée à quatre ans. Cette durée peut être réduite dans les conditions prévues à l'article 48 de la loi du 19 octobre 1946, sans pouvoir être inférieure à trois ans.

Art. 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, les entraîneurs nationaux actuellement en fonctions à titre provisoire pourront, après avis d'une commis-

sion dont la composition sera fixée par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, être intégrés dans le corps visé à l'article 2 dudit décret.

Ils seront classés à l'indice comportant un traitement équivalant à celui qu'ils perçoivent en qualité d'entraîneur national temporaire.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 1958.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'éducation nationale,  
de la jeunesse et des sports,*  
RENÉ BILLÈRES.

*Le ministre des finances,  
des affaires économiques et du plan,*  
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*  
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique  
et à la réforme administrative,*  
RAYMOND MARCELLIN.

#### Décret du 20 janvier 1958 portant affectation d'un inspecteur d'académie.

Par décret en date du 20 janvier 1958, M. Bauduin (Raymond), inspecteur de l'académie de Caen, en résidence dans cette ville, est nommé inspecteur d'académie de la Seine, en remplacement numérique de M. Mejean, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Bauduin est, en cette qualité, adjoint au directeur général de la jeunesse et des sports (mutation pour raison d'avancement et nécessité de service).

Le présent décret prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958.

#### Transfert d'un centre d'apprentissage.

Par arrêté en date du 7 janvier 1958, le centre d'apprentissage G. 777 est transféré à Villeneuve-sur-Lot, où il fonctionnera sous le même indicatif.

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

### Emploi de matériel dans les mines grisouteuses.

Par arrêté MS 1/58 en date du 16 janvier 1958, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses la « chargeuse type 11 BU 14 N » construite par Joy Manufacturing Co, à Franklin Pa (U. S. A.), dont les caractéristiques sont définies par la notice descriptive et les plans établis par les Mines domaniales de potasse d'Alsace, 44, faubourg d'Altkirch, à Mulhouse (Bas-Rhin), joints au présent arrêté.

Les appareils en service devront être conformes au type agréé et défini ci-dessus. Les modifications nécessaires devront être faites par l'utilisateur sous sa responsabilité.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que si la différence entre les différents axes mobiles et leur logement ne dépasse pas 0,5 mm.

Le courant alimentant le coffret disjoncteur-contacteur devra pouvoir être coupé par la manœuvre d'un organe de coupure placé à proximité immédiate et logé dans un carter distinct; une plaque indicatrice très apparente placée sur ce coffret devra rappeler qu'il est obligatoire de couper le courant en amont avant de l'ouvrir.

Par arrêté MS 3/58 du 16 janvier 1958, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses la « plaque intermédiaire type PI LL 57 » construite par les Etablissements Merlin et Gérin, rue Henri-Tarze, à Grenoble (Isère).

Les plaques livrées doivent être conformes au type agréé et avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de 12 hpz.

Les usagers ne pourront utiliser ces plaques que si elles font avec l'appareil qu'elles équipent un joint d'au moins 25 mm de largeur et si leurs vis ou goujons de fixation ne débouchent pas à l'intérieur de celui-ci.

Par arrêté MS 4/58 du 16 janvier 1958, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « coffret type 3.001 » construit par la société Electrica, à Merchweiler (Sarre), représentée en France par la Société pour la vente des fabrications Electrica, 26, boulevard des Batignolles, à Paris (17<sup>e</sup>).

Les appareils livrés doivent être conformes au type agréé et leur carter, ou chacun des éléments de celui-ci, devra avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de 9 hpz.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils sont équipés d'une boîte à câbles d'un type agréé faisant avec le carter un joint d'au moins 25 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celui-ci.

Le courant alimentant le coffret devra pouvoir être coupé par la manœuvre d'un organe de coupure placé à proximité immédiate et logé dans un carter distinct. Une plaque indicatrice très apparente placée sur le coffret devra rappeler qu'il est obligatoire de couper le courant en amont avant de l'ouvrir.

Par arrêté MS 5/58 en date du 16 janvier 1958, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses la « résistance sous gainé dans le quartz type RG 56 » construite par les Etablissements Merlin et Gérin, rue Henri-Tarze, à Grenoble.

Les appareils livrés doivent être conformes au type agréé et le carter des coffrets de raccordement, ou chacun des éléments de celui-ci, devra avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de 7 hpz.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que si les coffrets de raccordement sont équipés de dispositifs de raccordement ou d'obturation d'un type agréé faisant avec les carter un joint d'au moins 25 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur.

Le réglage des pilothermes devra être vérifié à la mise en service de la résistance et au moins une fois par an. Ce réglage devra être tel que les pilothermes ouvrent le circuit sur lequel ils sont montés avant que la température de la paroi sur laquelle ils seront fixés n'atteigne 200° C.

Par arrêté MS 6/58 en date du 16 janvier 1958, sont agréées pour être employées dans les mines grisouteuses les « fiches-bouchons 16 A 250 V et 660 V, type FB 16 A » construites par la Société alsacienne d'installations techniques, 10, avenue du Zornhoff, à Saverne (Bas-Rhin).

Les appareils livrés doivent être conformes aux types agréés et leur carter, ou chacun des éléments de celui-ci, devra avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de 3 hpz.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que si la différence de diamètre entre la fiche et le socle sur lequel elle sera montée ne dépasse pas 0,5 mm.

Par arrêté MS/7/58 en date du 16 janvier 1958, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « prolongateur simple type PRS 16 A, 660 V », construit par la Société alsacienne d'installations techniques, 10, avenue du Zornhoff, à Saverne (Bas-Rhin).

Les appareils livrés doivent être conformes au type agréé et leur carter ou chacun des éléments de celui-ci devra avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de 3 hpz.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils satisfont à la condition suivante:

La différence de diamètre entre le corps du prolongateur et la fiche qu'il reçoit ne devra pas dépasser 0,5 mm.

Le circuit alimentant la fiche pilote, destinée à assurer la mise hors tension des contacts principaux préalablement à leur séparation, devra être de sécurité électrique et devra assurer le maintien hors tension des contacts principaux pendant tout le temps de leur séparation, même quand cette fiche pilote se trouve mise en contact avec une terre.

Par arrêté MS/8/58 en date du 16 janvier 1958, sont incorporés à la liste des plans joints à l'arrêté du 5 août 1955 agréant pour être employés dans les mines grisouteuses le « frein de retenue Hopkinson, marque Pikrose, taille 3 avec frein électromécanique type 5005 », construit par Austin-Hopkinson and Co. Ltd, à Audenshaw, Lancashire (Angleterre), représenté en France par la Compagnie Mecol, 15, place de la Madeleine, à Paris (8<sup>e</sup>), la notice descriptive et le plan 3729 joints au présent arrêté définissant un frein électromécanique de puissance et de course supérieures.

Lorsque l'appareil livré comportera la variante prévue par le présent arrêté:

Le certificat de conformité établi par le constructeur, conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 5 août 1955, devra faire mention du présent arrêté;

La ou les plaques signalétiques de l'appareil devront porter la date de l'arrêté du 5 août 1955 et le numéro du présent arrêté;

Le constructeur devra fournir, en même temps que la copie de l'arrêté du 5 août 1955, une copie du présent arrêté.

Les conditions d'emploi prévues à l'arrêté du 5 août 1955 demeurent sans changement.